

Club économique français de Bavière

Le jeudi 9 février 2012

Hôtel « Vier Jahreszeiten »
Munich

**« L'Europe de Charlemagne.
Le regard sur le passé,
le point sur le présent,
la vision vers l'avenir »**

VERSION PRONONCEE

Monsieur le Consul général de France,

Madame la Présidente,

Chers membres du Club économique français de Bavière,

Chers participants,

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir convié dans la belle capitale bavaroise qu'est Munich pour évoquer l'Europe, à partir de l'héritage que nous a laissé ce grand homme que fût Charlemagne.

En France, Charles le Grand est un personnage familier déjà aux plus jeunes écoliers qui ont pour coutume de le fêter en se rappelant la citation de ses capitulaires, selon laquelle « tout père de famille doit envoyer son fils à l'école et l'y laisser jusqu'à ce qu'il soit bien instruit ».

Pour nous, adultes, « Carlus Magnus » symbolise bien plus de choses.

1.) Le regard sur le passé

Grand conquérant et habile administrateur, Charlemagne est évoqué, dans la mémoire collective, comme un des pères fondateurs de l'Europe : celui qui a unifié l'Europe occidentale chrétienne face à Byzance et qui a ainsi déplacé le curseur d'une entité centrée, jusque là, sur la Méditerranée, vers le continent : vers l'Europe de l'axe rhénan.

L'Empire carolingien coïncide, d'ailleurs, avec l'Europe des Traités de Rome, la Communauté des Six. L'héritage du royaume franc, après la mort de l'Empereur, et sa division tripartite ont dessiné, en 843, les frontières de la France et de l'Allemagne dans leurs contours d'aujourd'hui.

Charles le Grand avait compris très tôt qu'il ne suffisait pas d'unir l'Empire en l'élargissant pour garantir la paix. Souverain réformateur, il en a organisé l'administration et a ainsi posé les jalons de l'Europe médiévale des rapports féodaux. Le ciment - fût-il imposé par la force - qui unissait alors les peuples ne partageant ni langues ni mœurs, était le christianisme. Les arts et les lettres ont subi, aussi, une brillante renaissance, la langue latine étant restaurée, le goût pour la culture antique relancé. Le denier d'argent en monopole de frappe royale circulait dans tout le royaume.

De Charlemagne, Guizot a pu écrire que son principal mérite avait été de « ramener toutes choses à une sorte d'unité, par ce seul fait que son génie était partout en harmonie avec son temps ».

*

Mais ce que le remarquable guerrier avait unifié- il y a 1200 ans - par la conquête et la violence, les pères fondateurs de l'Europe du 20^e siècle l'ont instauré par les mots et la plume, réunissant en 1950 leurs ressources - charbon et acier - afin de rendre « matériellement impossible » toute nouvelle guerre.

Le projet d'union qu'appelaient de leurs vœux Jean Monnet et Robert Schuman se fondait sur la conscience d'un destin partagé et sur un idéal de paix.

Le credo, c'était « plus jamais ça ». C'était une approche voisine de l'esprit d'Ernest Renan qui avait parlé, dans sa fameuse conférence en Sorbonne en 1882, « d'un héritage de gloire et de regrets à partager, et d'un même programme à réaliser dans l'avenir ».

2.) Le point sur le Présent

Aujourd'hui, soixante-sept ans après la fin de la guerre, les Européens peinent à s'en souvenir.

C'est que nous sommes passés, tout naturellement, du ressort psychologique du « désir de paix » à la « nécessité de la dimension ».

Dans un monde structuré de plus en plus par de grands ensembles, nos pays respectifs sont trop petits pour peser et les peuples en prennent lentement conscience.

Mais contrairement à l'époque de Charlemagne, cette nécessité de la dimension ne s'obtient plus, de nos jours, par le nombre et l'expansion dans l'espace, mais par la puissance de l'intégration.

Hélas, l'Union s'est élargie trop vite et n'a pas été assez approfondi pour bien absorber le choc de la diversité. Le dilemme entre une « Europe-espace » et une « Europe-puissance » a, il est vrai, dès ses débuts régi le projet d'unification communautaire : les Etats aspiraient à aller vers une Union forte, capable de se faire entendre sur la scène internationale, mais rechignaient, en même temps, à la doter des moyens nécessaires pour l'en rendre capable. On retrouve ce dilemme, aujourd'hui encore, dans la prévalence de la logique intergouvernementale sur la logique fédérale qui freine, trop souvent, les avancées.

L'UE est affaiblie à l'intérieur.

Puis attaquée par l'extérieur – pour prendre un vocabulaire plus carolingien : L'Europe apparaît aujourd'hui comme une ville assiégée, mal défendue par sa garnison et dont les attaquants imaginent qu'elle est prête à succomber.

La cible sur laquelle ils concentrent leurs efforts est la monnaie européenne, l'Euro. Ces attaques ne proviennent pas de traditionnelles forces ennemies mais émanent des actions de communication violentes et négatives des marchés dérégulés de l'Ouest, c'est-à-dire des partenaires privilégiés de l'Europe.

Ces manœuvres de la spéculation financière anglo-saxonne profitent de ce que les pays européens soient empêtrés dans des crises budgétaires pour distiller le doute parmi les populations de la ville assiégée.

Ils profitent de la faiblesse du commandement européen.

Le projet de Charlemagne avait été de fonder un empire chrétien et unitaire sur des institutions stables et nouvelles. Si celles-ci avaient été quelque peu inadaptées aux structures économiques et sociales de son temps, elles ont pu fonctionner, avant tout, grâce à la puissante personnalité de Charlemagne.

Je lance le défi à cet auditoire, de nommer un leader en Europe aujourd'hui, qui ait le charisme et la compétence nécessaires pour fédérer derrière lui les idées, les hommes, les peuples.

On recherche désespérément notre Charlemagne.

Ce problème de leadership est plus sérieux qu'on ne le pense, et encore plus en ces temps tourmentés. L'Union n'a pas encore de visage ni de voix, identifiable par tous.

Un mot sur le cas de la Grèce : on s'est trompé de procédé. Ce qui était, en réalité, un problème de solvabilité a été traité comme un problème de liquidité. Des objectifs irréalistes ont été demandés à ce pays pourtant réputé pour un système administratif laissant à désirer. Au lieu d'écarter, dès le début, une faillite ordonnée ou une sortie provisoire de la zone Euro, on aurait dû étudier cette option. A la place, on a traîné des pieds en égrenant des mesures, à contrecœur, alors que la décision avait été prise de ne pas laisser tomber la Grèce.

L'extraordinaire multiplication de « sommets de la dernière chance » a semé la confusion et décrédibilisé les décisions précédentes. Dans ces temps de surenchère, il est important de revenir à l'importance des mots et de la parole donnée.

3.) La vision vers l'avenir

Aujourd'hui, c'est au sein de la zone Euro que des progrès vers plus d'intégration sont réalisables. Les Etats membres de la zone Euro ont décidé d'accepter une politique monétaire commune, et les éléments de fédéralisme économique qui l'accompagnent (BCE, Pacte de stabilité et de croissance).

Il est donc normal qu'ils prennent entre eux des décisions les concernant, et qu'ils surveillent l'application et ce, même au prix d'une distinction plus nette avec les pays restés, pour l'instant, en dehors de la zone Euro.

Pourquoi, dans ce contexte, une négociation semi-clandestine d'un « accord international sur une Union économique renforcée » ? et pourquoi à 27, alors que l'encre de la signature du Traité de Lisbonne est à peine sèche ?

Il faudra nous habituer à penser que pendant les quarante prochaines années, il y aura deux organisations européennes distinctes chargées l'une de la gestion de l'Europe-espace, et l'autre de la zone euro visant à promouvoir l'intégration économique, puis sans doute politique, du noyau européen. Leur partenariat devra être constant, et confiant, chacun respectant la mission de l'autre.

L'organisation à mettre en place pour enfin créer un contrepois économique de l'Union monétaire attendu depuis Maastricht, en 1992, eût été simple :

- engagement « politique » de limiter les déficits et de plafonner l'endettement ; en réactualisant le pacte de stabilité à 17.
- réunions régulières des dirigeants des Etats de la zone euro – tous les mois – pour vérifier le respect des engagements pris, mais aussi pour définir une stratégie de croissance et de dynamisation de l'économie de la zone ;
- désignation d'un secrétaire général afin d'assurer le suivi nécessaire des décisions ;

Quelles sont les autres pistes pour l'avenir ?

Il importe de réformer le commandement des 27 pour le rendre plus efficace.

La correction de l'effet de nombre, pour revenir à des institutions européennes performantes, appelle en priorité la réforme de la Commission européenne, trop dispersée et rendue insuffisamment européenne par la pression des exigences nationales. Le reproche qu'on peut lui faire est d'avoir délaissé les chantiers de l'avenir.

Un autre point vital est la procédure de prise de décision. Elle doit être simplifiée pour éviter les blocages et manoeuvres dilatoires. Passons une fois pour toutes à la double majorité : la majorité des Etats, représentant la majorité de la population. Cela rétablira un équilibre plus démocratique dans le poids des décideurs, et ce en faveur des grands Etats qui sont aussi les principaux contributeurs du système.

*

Nous avons besoin d'une nouvelle ambition à moyen terme car l'objectif est de taille : nous hausser au niveau des grands acteurs du XXIe Siècle, en devenant un des trois acteurs économiques, Etats-Unis, Chine et Europe qui gèreront dans 20 ans les trois monnaies internationales : le dollar, le renminbi et l'euro.

En conclusion, je voudrais vous interpeller : il est urgent de revitaliser le rêve européen !

Redonnons à la zone Euro son souffle porteur d'espoir, rendons les citoyens fiers de faire partie d'un ensemble démocratique, prospère et à la qualité de vie exceptionnelle.

Nous y parviendrons en replaçant, au centre, la voix puissante du peuple européen et de sa culture, trop longtemps laissées à l'écart, et en oubliant les professionnels du dénigrement et du scepticisme.

L'important, c'est de ne pas céder à la morosité et au pessimisme ambiant. Imprégnons-nous d'un enthousiasme tempéré par le réel et le réalisable.

Replaçons-nous sur l'axe de l'histoire longue, celle où se forment les changements et non dans l'histoire courte, celle qui se contente d'enregistrer les conséquences des évènements.

Peut-être y a-t-il, alors, une lueur d'espoir qui permet d'imaginer - tout comme nous évoquons aujourd'hui, 1200 ans plus tard, l'Europe de Charlemagne – que l'on se souviendra, dans un Millénaire, du projet naissant de l'Europe politique en devenir !

V. Giscard d'Estaing